

Kinshasa, Rd Congo, 14 février (Infosplusgabon) - L'Unicef a besoin de 11,5 millions de dollars américains en 2018 pour la prise en charge des enfants sortis des milices et groupes armés et pour leur intégration dans la communauté, sinon près de 5.000 enfants ne pourront pas être assistés et deux centres de transit et d'orientation devront fermer leurs portes, a indiqué, mercredi, au cours de la conférence hebdomadaire de l'ONU, Ivon Edoumou, coordonnateur du groupe de communication des Nations unies.

En 2017, a-t-il rappelé, l'Unicef a facilité la sortie des groupes armés et la prise en charge de plus de 3.000 enfants dans l'Est de la Rd Congo et près de 1.000 enfants dans la région du Kasai située au centre de la République démocratique du Congo (Rdc).

L'Unicef se mobilise depuis des années avec ses partenaires pour prévenir le recrutement d'enfants, pour sortir les enfants des milices et groupes armés et pour les réintégrer au sein de leurs communautés, mais les fonds manquent pour les prendre tous en charge.

A l'occasion de la célébration, le 12 février 2018, de la Journée internationale des enfants soldats, l'Unicef a appelé les forces de sécurité de la Rdc à remettre tout enfant soldat arrêté immédiatement aux services de la protection de l'enfant compétent pour une prise en charge et de ne pas le mettre en détention.

"La place d'un enfant est dans sa famille et à l'école et non sur un champ de bataille. Les enfants utilisés par des milices et groupes armés sont des victimes et doivent être traités comme telles", a déclaré Dr Tajudeen Oyewale, représentant a.i. de l'Unicef en Rdc.

L'Unicef est préoccupé par le nombre important d'enfants qui sont utilisés comme combattants, porteurs, espions, cuisiniers ou esclaves sexuels au sein de groupes armés et des milices au centre et à l'est de la Rdc.

Pour l'Unicef, toute forme d'utilisation d'enfants dans les conflits armés est illégale.

L'interdiction de l'utilisation d'enfants soldats, inscrite dans la Constitution de la Rdc, a-t-il rappelé, découle d'instruments ratifiés par le pays, notamment la convention relative aux droits de l'enfant, le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans des conflits armés ainsi que le Statut de Rome qui stipule que l'utilisation d'enfants de moins de 15 ans est constitutif de crime de guerre, passible de poursuites devant la Cour pénale internationale (Cpi).

Selon l'Unicef, il n'existe pas de données précises au sujet du nombre d'enfants utilisés comme soldats en Rdc. L'Unicef et ses partenaires estiment entre 5.000 et 10.000 enfants qui ont été associés aux milices dans la seule région du Kasaï, au centre de la Rdc. Tandis que plus de 3.000 enfants seraient aujourd'hui utilisés au sein des milices dans les provinces du Tanganyika et du Sud-Kivu (Est de la Rd Congo) où la violence fait rage depuis plusieurs mois.

Ce phénomène reste également très répandu dans les provinces du Nord-Kivu (Est de la Rd Congo) et de l'Ituri (Nord-est de la Rd Congo), où les groupes armés sont de plus en plus nombreux.

FIN/INFOSPLUSGABON/GHB/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon